



Communiqué FO CGT et SUD

Pour le rétablissement du service public hospitalier tel qu'il était défini avant la loi HPST

Les Fédérations CGT, FO et SUD du secteur de la santé rappellent leur opposition à la loi HPST, dont elles demandent l'abrogation. C'est ce qu'elles ont réaffirmé, le 18 septembre dernier, lors de la première réunion d'installation du groupe de travail sur le Service Public Territorial de Santé (SPTS).

Depuis, force est de constater que le gouvernement maintient les dispositions de la loi HPST et poursuit, avec la publication de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014, la logique de l'enveloppe fermée.

Cette politique conduit l'immense majorité des hôpitaux et des établissements médicaux sociaux à des difficultés financières inextricables. Les droits statutaires des agents et les emplois sont transformés en principale variable d'ajustement.

En maintenant l'organisation en pôles et la contractualisation interne, les pouvoirs publics enferment le corps médical dans la gestion de la pénurie alors que les personnels médicaux et non médicaux ne sont nullement responsables de la politique d'austérité décidée au nom de la réduction des dépenses publiques.

Les Fédérations SUD, FO et CGT du secteur de la santé s'inquiètent également des objectifs recherchés avec la « territorialisation » du service public hospitalier et l'élargissement des coopérations public/privé. Elles considèrent qu'il est urgent de rompre avec cette logique dangereuse qui détruit le service public et l'hôpital public au détriment de la population. Aussi, elles se prononcent pour un rétablissement du service public hospitalier, comme un « bloc », tel qu'il était organisé par le code de la santé publique avant la loi HPST.

Dans cette situation marquée par la dégradation des conditions de travail et le blocage des salaires, des conflits surgissent tous les jours, où les personnels et leurs syndicats se mobilisent pour défendre leurs revendications en exigeant le maintien des postes, la préservation des jours de RTT, des acquis statutaires, etc...

Le gouvernement s'entête à ne pas répondre aux légitimes revendications des personnels.

A plusieurs reprises les Fédérations FO, CGT et SUD ont tiré le signal d'alarme. Elles considèrent désormais que le temps est venu d'organiser une riposte d'ensemble afin de se faire entendre et d'obtenir satisfaction.

Paris le 30 janvier 2014